

**GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL DES VINGT-QUATRE POUR LES
QUESTIONS MONÉTAIRES INTERNATIONALES ET LE DÉVELOPPEMENT**

**COMMUNIQUÉ
24 AVRIL 2009**

Les ministres du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement ont tenu leur quatre-vingt-unième réunion à Washington le 24 avril 2009, sous la présidence de M Adib Mayaleh, Gouverneur de la Banque centrale de Syrie, assisté de M. Guido Mantega, Ministre des finances du Brésil, Premier Vice-Président, et de M. Trevor Manuel, Ministre des finances de l'Afrique du Sud, Second Vice-Président.

Les ministres soulignent que la crise économique et financière mondiale née sur les marchés matures continue à produire des effets disproportionnés sur les pays en développement par divers circuits : chute des cours des matières premières, contraction des exportations, baisse des envois de fonds des travailleurs, flux de capitaux privés nets négatifs et pénurie de crédit touchant de nombreux pays. En conséquence, les pays en développement sont confrontés à une forte baisse de croissance et à la chute de leurs réserves, qui se soldent par l'accroissement du chômage et de la pauvreté. Les ministres se déclarent particulièrement préoccupés par l'impact de la crise sur les pays les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont aussi exposés au risque d'une baisse de l'APD. Ils notent que les risques d'une nouvelle détérioration plus prolongée de l'économie mondiale restent considérables.

Les ministres soulignent que la crise mondiale demande des solutions mondiales, faisant appel à la participation de tous les pays et prenant dûment en compte l'incidence des mesures décidées sur les pays en développement. Ils saluent l'engagement pris par les dirigeants du G20 de prendre les mesures qui s'imposent pour stimuler la demande et restaurer la confiance dans le système financier, ainsi que pour remédier aux défauts profondément ancrés de la régulation des marchés financiers nationaux et internationaux, et ils appellent de leurs vœux la mise en œuvre concertée et rapide de ces engagements. Les ministres appellent tous les pays à résister à la tentation du protectionnisme en matière de commerce, d'investissement et de services de main-d'œuvre. Ils soulignent qu'il importe d'amener dès que possible à son terme le cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha en plaçant les besoins des pays en développement au cœur de ce processus et ils invitent instamment les pays développés à supprimer les subventions qui portent préjudice au secteur agricole et aux pauvres dans les pays en développement. Les ministres saluent la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies de tenir une Conférence sur la crise économique et financière mondiale et son impact sur le développement à New York du 1^{er} au 3 juin 2009.

Les ministres soulignent que les pays en développement vont avoir besoin dans l'urgence d'un soutien sans précédent des institutions financières internationales et de la communauté des bailleurs de fonds publics bilatéraux pour faire face aux effets immédiats et à plus long terme de la crise. Le G24 appelle depuis longtemps de ses vœux des réformes des instruments, de la conditionnalité et de la politique générale du FMI, afin qu'il puisse répondre rapidement et efficacement aux besoins de tous ses pays membres. Les ministres se

félicitent donc de la réforme des instruments de prévention et de résolution des crises, qui permettra au FMI de réagir avec plus de souplesse et de moduler l'ampleur de en fonction des besoins. À cet égard, ils considèrent que la nouvelle Ligne de crédit modulable est un ajout utile à la panoplie d'instruments du FMI et estiment que l'intérêt qu'elle a suscité jusqu'à présent est encourageant. Ils se félicitent par ailleurs des mesures envisagées pour cibler et alléger la conditionnalité, notamment le recours plus systématique à une conditionnalité prospective et fondée sur des réexamens périodiques. Les ministres appellent toutefois de leurs vœux l'application équitable et générale des nouvelles modalités des prêts et de la conditionnalité, tenant dûment compte des besoins divers des pays membres et du caractère exogène de la crise.

Compte tenu de l'ampleur de la demande effective et potentielle, les ministres se déclarent favorables à la proposition de tripler les ressources à la disposition du FMI pour ses prêts, y compris au moyen de prêts bilatéraux, de l'émission de bons et obligations, ainsi que d'un renforcement et d'un assouplissement des Nouveaux accords d'emprunt. Les ministres sont cependant fermement d'avis que ces emprunts ne peuvent constituer qu'une passerelle menant à une expansion permanente des ressources du FMI via une augmentation générale des quotes-parts. Les ministres se déclarent fermement favorables et appellent à la réalisation dès que possible d'une nouvelle allocation générale de DTS équivalant à au moins 250 milliards de dollars EU pour répondre aux besoins mondiaux et rehausser les réserves des pays membres à l'aide de ressources inconditionnelles. Ils souhaitent que soit envisagé un mécanisme approprié de réallocation *ex post* afin d'en accroître les retombées bénéfiques pour les pays en développement, en particulier les plus pauvres. Les ministres réitèrent leur appel à la ratification du quatrième amendement des Statuts en vue d'une allocation unique de DTS en faveur des pays qui n'avaient pas bénéficié des précédentes. Ils appellent à la ratification, dans les meilleurs délais, du nouveau mode de financement du FMI.

Les ministres saluent la décision de doubler les limites d'accès aux prêts concessionnels du FMI aux pays à faible revenu et d'ajuster en conséquence les normes d'accès à la FRPC. Les ministres accueillent favorablement la proposition d'utiliser le produit des ventes d'or autorisées conformément au nouveau mode de financement pour apporter un surcroît d'aide concessionnelle aux pays les plus pauvres pour faire face à la crise. Ils demandent que la réflexion se poursuive sur la mise en œuvre de cette proposition. Les ministres appellent la communauté des bailleurs de fonds à fournir les ressources nécessaires pour bonifier les concours et augmenter ainsi la capacité de prêts concessionnels du FMI. Ils appellent à une réforme prompte et vaste des modalités de financement du FMI pour les pays à faible revenu, afin qu'il puisse répondre avec davantage de souplesse à leurs besoins divers. Les ministres encouragent le FMI à faire usage, dans ses activités de prêt en faveur des pays à faible revenu, de la même souplesse et de la même conditionnalité alléger et fondée sur les revues des programmes que dans le cadre des autres facilités de prêt, et demandent que le cadre de viabilité de la dette soit réexaminé sans attendre de manière à tenir compte de la diversité des pays à faible revenu.

Les ministres appellent à nouveau le FMI à renforcer sa fonction de surveillance en faisant preuve d'une plus grande impartialité et en exerçant une surveillance plus efficace sur les pays avancés ayant une importance systémique, les flux de capitaux internationaux et les marchés financiers. Ils se déclarent par ailleurs favorables au réexamen, dans les meilleurs

délais, du rôle du FMI au sein du système monétaire international à la lumière des enseignements de la crise, y compris au regard des grandes monnaies de réserve.

Les ministres insistent sur le rôle crucial que le Groupe de la Banque mondiale doit jouer pendant la crise en soutenant les mesures de stabilisation conjoncturelle, dont le déploiement de dispositifs de protection sociale, le soutien à l'investissement dans les infrastructures et les autres secteurs prioritaires, le financement du commerce extérieur et la recapitalisation des banques. Les ministres accueillent favorablement la proposition d'accroître les prêts de la Banque mondiale ainsi que les mesures prises pour adapter ses instruments face à la crise. Ils accueillent en outre favorablement la proposition de relever la limite des engagements sur une même signature. Les ministres demandent que les concours de la Banque mondiale soient accordés en temps opportun pour contrer les effets immédiats et éviter que n'éclatent de véritables crises. Ils appellent par ailleurs la Banque mondiale à éviter d'assortir ses prêts supplémentaires de conditions excessives. Les ministres mettent en garde contre tout durcissement des règles de tarification des prêts. Ils notent que la crise a aussi mis en évidence la nécessité pour la Banque mondiale de réexaminer et d'améliorer son mode de relation avec les pays clients, notamment par une plus grande décentralisation de la prise de décision, ainsi que la nécessité de remédier à des dysfonctionnements anciens qui ont contribué au coût non financier de ses opérations.

Pour que la Banque mondiale soit en mesure de riposter de façon appropriée à la crise et que sa capacité de prêt à long terme soit préservée, les ministres appellent au réexamen de l'adéquation du capital aux besoins d'ici à l'Assemblée annuelle de 2009. Ce réexamen devrait tenir compte du financement du développement à long terme qui est nécessaire à la suite de la crise, tout en maintenant la viabilité financière de la BIRD et la capacité de poursuivre les transferts de l'AID.

Compte tenu de la gravité des effets de la crise sur les pays les plus pauvres, les ministres appellent de leurs vœux une augmentation sensible de l'assistance de l'AID. Les ministres conviennent à cet égard qu'il importe de concentrer en début de période les concours au titre de l'AID-15 et ils soulignent la nécessité d'identifier et de mettre en œuvre rapidement les projets. Ils appellent aussi à de nouvelles reconstitutions des ressources de l'AID pour préserver les niveaux de financement dans les années ultérieures. Les ministres saluent les initiatives annoncées par la Banque mondiale en vue de protéger les plus vulnérables des effets de la crise, dont la création de la Facilité de financement de la lutte contre la vulnérabilité. Les ministres appellent la communauté des bailleurs de fonds à se mobiliser afin de répondre à ces besoins de financement supplémentaires et à honorer les engagements pris précédemment, à ce moment critique des efforts collectifs pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Les ministres notent que la crise a en outre souligné la nécessité de remédier aux déficits de démocratie au sein des institutions de Bretton Woods et de donner plus de voix et de représentation aux pays en développement dans les instances décisionnelles. Le G24 insiste depuis longtemps sur le fait que l'efficacité et la légitimité du FMI et de la Banque mondiale dépendent au plus haut point de réformes énergiques à cet égard. Les ministres saluent donc la volonté de réforme ambitieuse et prompte des dirigeants du G20. Ils appellent à la ratification rapide du train de réformes du FMI adopté en avril 2008. Les ministres sont

très favorables à une augmentation sensible et à un réalignement des quotes-parts au FMI, qui devraient intervenir au plus tard en janvier 2011, après une révision fondamentale de la formule de calcul des quotes-parts pour corriger la distorsion aux dépens des pays en développement. Les ministres appuient aussi l'appel au réalignement des voix à la Banque mondiale, qui doit intervenir au plus tard en avril 2010, sur la base d'une formule correspondant à sa mission de développement. Ce réalignement des voix au sein de chaque institution doit avoir pour objectif une répartition équitable des voix entre les pays développés et en développement, sans diluer les quotes-parts et les parts des pays en développement pris individuellement. Les ministres appellent aussi au rééquilibrage de la représentation aux Conseils d'administration et aux Comités ministériels, afin que les pays en développement y soient plus présents. Ils sont en outre favorables à la création, dans le cadre plus large du programme de réforme, d'un siège supplémentaire pour l'Afrique subsaharienne au FMI.

Les ministres réitèrent leur appel pour que les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale ainsi que leurs adjoints soient choisis sur la base d'un processus transparent, compétitif et fondé sur les mérites respectifs des candidats, sans considération de nationalité. Ils souhaitent en outre que la composition des services du FMI et de la Banque mondiale soit plus diversifiée, notamment au niveau de la direction, et fasse une plus grande part aux régions gravement sous-représentées. Les ministres prennent note du rapport du Comité Manuel qui alimente la réflexion en cours sur les questions de gouvernance.

Les ministres soulignent l'importance de la collaboration étroite entre le FMI, la Banque mondiale et les autres banques multilatérales de développement pour assurer une riposte efficace à la crise. Ils se déclarent en outre favorables au réexamen, dans les meilleurs délais, de l'adéquation du capital des banques régionales de développement aux besoins, pour leur permettre d'accroître et de poursuivre leurs opérations de prêts dans leurs régions respectives.

La prochaine réunion des ministres du G24 se tiendra le 3 octobre 2009 à Istanbul (Turquie).

LISTE DES PARTICIPANTS¹

Les Ministres du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement ont tenu leur quatre-vingt-unième réunion le 24 avril 2009 à Washington, sous la présidence de M. Adib Mayaleh, Gouverneur de la Banque centrale de Syrie, assisté de M. Guido Mantega, Ministre des finances du Brésil, Premier Vice-Président, et de M. Trevor Manuel, Ministre des finances Secrétaire de l'Afrique du Sud, Second Vice-Président.

La réunion des Ministres a été précédée le 23 avril 2009, de la quatre-vingt-treizième réunion des suppléants du Groupe des Vingt-Quatre, qui était présidée par M^{me} Maya Choueiri, Conseiller principal de l'Administrateurs du FMI.

Groupe africain : Karim Djoudi, Algérie; Charles Koffi Diby, Jean-Claude Masangu Mulongo, République démocratique du Congo; Mahmoud Mohieldin, Égypte; Sufian Ahmed, Éthiopie; Blaise Louembé, Gabon; Paul Acquah, Ghana; Mansur Mukhtar, Nigéria; Lesetja Kganyago, Afrique du Sud.

Groupe asiatique : Arvind Virmani, Inde; Seyed Shamseddin Hosseini, République islamique d'Iran; Mohammed Chatah, Liban; Shaukat Tarin, Pakistan; Maria Edita Tan, Philippines; Sarath Amunugama, Sri Lanka; Samir El-Khouri, République arabe syrienne.

Groupe latino-américain : Carlos R. Fernández, Argentine; Rogério Studart, Brésil; Andrés Escobar, Colombie; Oscar Monterroso, Guatemala; Roberto Marino, Mexique; Julio Velarde, Pérou; Karen Nunez-Tesheira, Trinité-et-Tobago et Rubín Villavicencio, Venezuela.

Observateurs : Lual A. Dena, G-77; Abdul Aziz Al Hinai, BISD; Yisr Barnieh, Fonds monétaire arabe; Sultan Al-Suwaidi, Émirats arabes unis; Yong Li, Chine; Hamad Albazai, Arabie saoudite; Oscar de Rojas, ONU-DAES; Juan Somavia, OIT; Karim El Aynaoui, Maroc; Supachai Panitchapahdi, CNUCED; Dem Ismaïla; BCEAO; Inés Bustillo, ECLAC.

Invités : Dominique Strauss-Kahn, Directeur général, Fonds monétaire international
Robert Zoellick, Président, Banque mondiale

Conseil d'administration du FMI : Mohammed Daïri

Conseil des administrateurs de la Banque mondiale : Abdulrahman Almofadhi, Nada Mufarrij

Secrétariat du G-24 : Amar Bhattacharya, Ndzouli Mendouga

Coordinateur des études du G-24 : Jomo Sundaram

Secrétariat du FMI pour le G-24 : Simran Maxwell, Dalila Bendourou.

¹ Personnes assises à la table de discussion.